

2° le nouvel alinéa suivant est ajouté :

« Dans les écoles rattachées aux centres d'accueil pour enfants, organisés ou agréés par « Kind en Gezin » et dans les écoles reconnues par le Ministre communautaire de l'Enseignement comme étant rattachées directement aux homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe ou aux homes pour enfants placés par le juge de la jeunesse, ne sont admissibles pour la multiplication par 1,5 que les enfants :

- du centre d'accueil;
- dont les parents n'ont pas de résidence fixe;
- placés par le juge de la jeunesse. »

Art. 14. L'article 24 dudit arrêté est modifié comme suit :

- 1° les mots « emplois de » sont supprimés;
- 2° le mot « maîtresse » est remplacé par « les maîtresses »;
- 3° les mots « article 6 » sont remplacés par les mots « article 5 ».

Art. 15. A l'article 29 dudit arrêté, modifié par arrêté royal du 13 août 1985, les mots « pour l'année scolaire 1985-1986 » sont supprimés.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989, sauf :

- l'article 2, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1984, à l'exception du § 4 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989;
- l'article 15 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1986;
- les articles 6, 1^o et 2^o, et 9, qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1986 et cessent d'avoir effet le 31 août 1987;
- l'article 1^{er}, 1^o et 2^o, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1987.

Art. 17. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 juin 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2355

7 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989, fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980 et 18 juin 1989;

Considérant que la liquidation des différentes dotations aux communes pour 1989 dépend entièrement de la mise en vigueur du présent arrêté; que cette liquidation, dans l'intérêt des finances communales doit intervenir au plus tôt dans une année budgétaire déjà largement entamée, compte tenu des besoins pressants de rentrées financières régulières pour les communes;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du décret du 20 juillet 1989 et du présent arrêté, on entend par :

- décret : le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes;
- année de répartition : l'année à laquelle se rapporte la répartition, même si la liquidation de la dotation s'effectue au cours d'une année ultérieure;
- enseignement fondamental : l'enseignement maternel, primaire et primaire spécial;
- nombre de classes : le nombre qui correspond au nombre d'emplois d'enseignants équivalents temps plein, à l'exclusion des chefs d'école déchargés de la tenue d'une classe. Ce nombre est obtenu en divisant le nombre de périodes de prestations d'instituteurs, institutrices et de maîtres spéciaux par le nombre d'heures/semaines correspondant à un temps plein selon le type d'enseignement;
- enseignement secondaire : l'enseignement général, technique professionnel, artistique et spécial, de plein exercice;
- réseaux d'enseignement : les réseaux d'enseignement organisé par la Communauté française et par la Communauté germanophone; les réseaux d'enseignement subventionné organisé par les provinces et par les communes, les réseaux d'enseignement libre subventionné, confessionnel et non confessionnel;

- petite vicinalité, grande communication : les voies appartenant à la petite voirie et inscrites comme voiries vicinales à l'atlas des chemins par une décision de l'autorité compétente;
- agents de police : tous les membres effectifs du corps de police communale.

CHAPITRE II. — Fixation des données statistiques de base

Art. 2. Pour l'application des différents critères de répartition des dotations principale et spécifique prévus au décret, sont pris en considération :

- 1° la population des communes, telle qu'elle résulte du relevé des chiffres officiels de la population au 1er janvier de l'année qui précède celle de la répartition, publié au *Moniteur belge* par l'Institut national de Statistique;
- 2° le nombre d'étrangers par commune, tel qu'il résulte des chiffres publiés par l'Institut national de Statistique, se rapportant au 31 décembre de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 3° le rendement communiqué par le Ministre des Finances de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;
- 4° les montants des redevances et des impôts communaux autres que la taxe visée au 3° et portés en droits constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 5° la superficie des communes au 1er janvier de l'année qui précède celle de la répartition, telle qu'elle résulte des renseignements communiqués par l'administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances;
- 6° le revenu cadastral imposable, par commune, de l'ensemble des biens ordinaires bâtis et non bâtis, tel qu'il résulte des renseignements communiqués par l'administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;
- 7° le kilométrage de voirie de petite vicinalité et de grande communication situé sur le territoire de chaque commune, tel qu'il résulte des renseignements communiqués par les services techniques provinciaux et qui existe au 1er janvier de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 8° les quotes-parts et les redevances retenues pour le calcul de la tranche visée à l'article 20, § 3, du décret, telles qu'elles résultent de la tarification établie par les Gouverneurs de province, en application des dispositions réglementaires en vigueur relatives à la détermination des normes de fixation de la redevance forfaitaire annuelle prévue à l'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile. Cette tarification est celle de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 9° les permanences de police 24 heures sur 24, telles qu'elles résultent des renseignements fournis par le Ministre de l'Intérieur pour l'année qui précède celle à laquelle se rapporte la répartition;
- 10° le nombre de policiers, tel qu'il figure sur les relevés de l'Office national de Sécurité sociale pour les administrations provinciales et locales et se rapportant à l'année qui précède celle de la répartition;
- 11° le nombre d'implantations scolaires et le nombre de classes de l'enseignement communal fondamental, ainsi que le nombre d'élèves régulièrement inscrits de l'enseignement fondamental et secondaire des établissements de tous réseaux d'enseignement situés sur chaque commune, tels qu'ils résultent des renseignements fournis par les Ministères des Communautés française et germanophone, qui ont l'éducation dans leurs compétences, pour l'année scolaire qui prend fin au cours de l'année de la répartition;
- 12° le nombre d'emplois salariés tel qu'il résulte des statistiques bisannuelles établies au 31 décembre de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition et fournies par le Fonds régional de l'Emploi;
- 13° le nombre de chômeurs complets indemnisés, tel qu'il résulte des statistiques établies au 31 décembre de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition et fournies par le Fonds régional de l'Emploi;
- 14° le nombre de bénéficiaires du minimum des moyens d'existence, tel qu'il résulte des renseignements fournis par le Ministère des Affaires sociales des Communautés française et germanophone, pour l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 15° le revenu imposable net, par habitant, pour l'exercice d'imposition de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition, tel qu'il résulte des renseignements fournis par l'administration des Contributions directes du Ministère des Finances;
- 16° le nombre de logements sociaux situés sur le territoire de chaque commune, ainsi que le coefficient du revenu moyen imposable des locataires de ces logements, tels qu'ils résultent des renseignements fournis par la Société régionale wallonne du Logement et qui se rapportent à l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;
- 17° la population active telle qu'elle résulte des renseignements fournis par le dernier recensement général de la population.

CHAPITRE III. — Conditions fiscales

Art. 3. En application de l'article 25 du décret, pour bénéficier de la subvention calculée selon le critère « pauvreté », les communes doivent avoir établi au moins 1900 centimes additionnels au précompte immobilier et une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à un taux d'au moins 6 %, pour l'année de répartition.

CHAPITRE IV. — Liaison à l'évolution de l'indice des prix à la consommation

Art. 4. Pour l'application de l'article 27 du décret, il est fait usage de la formule suivante :
 somme mentionnée dans le décret multipliée par l'indice des prix de l'année de répartition
 indice des prix à la consommation du mois de janvier 1989 (136,88 sur la base 1981 = 100)

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Namur, le 7 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
 A. COOLS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2355

7. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive, durch den die Maßnahmen zur Durchführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden bestimmt werden

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989;

In der Erwägung, daß die verschiedenen Dotationen den Gemeinden für 1989 erst ausgezahlt werden können, nachdem der vorliegende Erlaß in Kraft getreten ist; daß diese Auszahlung im Interesse der kommunalen Finanzlage so früh wie möglich in dem bereits fortgeschrittenen Haushaltsjahr erfolgen muß, da die Gemeinden dringende regelmäßige Geldeingänge brauchen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des Dekrets vom 20. Juli 1989 und des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— « Dekret » : das Dekret vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden;

— « Verteilungsjahr » : das Jahr, auf das die Verteilung sich bezieht, selbst wenn die Dotation im Laufe eines darauffolgenden Jahres ausgezahlt wird;

— « Primarunterrichtswesen » : den Vorschulunterricht, den eigentlichen Primarunterricht und den Sonderprimarunterricht;

— « Anzahl Klassen » : die Anzahl, die der Anzahl der in Vollzeitbeschäftigungen umgerechneten Lehrstellen entspricht, mit Ausnahme der Stellen der von der Erteilung des Unterrichts befreiten Schulleiter. Diese Anzahl wird ermittelt, indem die Anzahl Unterrichtsstunden der Lehrer, Lehrerinnen und Fachlehrer durch die Anzahl Stunden/Woche geteilt wird, die je nach Art es Unterrichts einer Vollzeitbeschäftigung entspricht;

— « Sekundarunterrichtswesen » : den allgemeinbildenden, technischen, beruflichen, künstlerischen und Sonderunterricht mit vollem Lehrplan;

— « Unterrichtsnetze » : die Netze des Unterrichtswesens, das von der Französischen Gemeinschaft und von der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisiert wird; die Netze des bezuschuften Unterrichtswesens, das von den Provinzen und von den Gemeinden organisiert wird, die Netze des konfessionellen und nichtkonfessionellen bezuschuften freien Unterrichtswesens;

— « kleine Gemeinewege, große Verkehrswege » : die Wege, die zum Ortswegenetz gehören und aufgrund eines Beschlusses der zuständigen Behörde im Wegeatlas als Gemeinewege angegeben sind;

— « Polizisten » : alle effektiven Mitglieder des Gemeindepolizeikorps.

KAPITEL II. — *Bestimmung des statistischen Ausgangsmaterials*

Art. 2. Zur Anwendung der verschiedenen Kriterien für die Verteilung der im Dekret vorgesehenen Hauptdotation und Sonderdotation wird folgendes berücksichtigt :

1° die Einwohnerzahl der Gemeinden, wie sie aus dem vom Landesamt für Statistik im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Verzeichnis der offiziellen Bevölkerungsziffern am 1. Januar des Jahres vor demjenigen der Verteilung hervorgeht;

2° die Anzahl Ausländer pro Gemeinde, gemäß den vom Landesamt für Statistik veröffentlichten Ziffern in bezug auf den 31. Dezember des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung;

3° den vom Ministerium der Finanzen mitgeteilten Ertrag der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen für das zweitletzte Steuerjahr vor demjenigen der Verteilung;

4° die Beträge der anderen Gemeindegebühren und -steuern als der in Nummer 3 erwähnten Steuer, die als festgestellte Anrechte für das Rechnungsjahr in den ordentlichen Dienst der Gemeinderechnungen des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung eingetragen sind;

5° die Fläche der Gemeinden am 1. Januar des Jahres vor demjenigen der Verteilung gemäß den von der Zentralverwaltung des Katasteramtes des Ministeriums der Finanzen mitgeteilten Angaben;

6° das den gesamten bebauten und unbebauten gewöhnlichen Gütern beigemessene steuerpflichtige Kataster-einkommen pro Gemeinde, wie es aus den von der Zentralverwaltung des Katasteramtes des Ministeriums der Finanzen mitgeteilten Angaben in bezug auf das zweitletzte Steuerjahr vor demjenigen der Verteilung hervorgeht;

7° die Anzahl Kilometer der auf dem Boden einer jeden Gemeinde gelegenen kleinen Gemeinewege und großen Verkehrswege gemäß den von den technischen Provinzialdiensten erteilten Angaben, die am 1. Januar des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung vorliegen;

8° die für die Berechnung der in Artikel 20, § 3, des Dekrets berücksichtigten Anteile und Gebühren gemäß der Tarifierung, die in Anwendung der geltenden Verordnungen zur Bestimmung der Normen für die Festsetzung der in Artikel 10 des Gesetzes vom 31. Dezember 1963 über den Zivilschutz vorgesehenen jährlichen Pauschalgebühr von den Provinzgouverneuren erstellt wird, es handelt sich hierbei um die Tarifierung des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung;

9° die Bereitschaftsdienste, wie sie aus den vom Minister des Innern erteilten Angaben für das Jahr vor dem Verteilungsjahr hervorgehen;

10° die Anzahl Polizisten, wie sie in den Verzeichnissen des Landesamtes für Soziale Sicherheit in bezug auf die provinziellen und lokalen Verwaltungen und in bezug auf das Jahr vor demjenigen der Verteilung angegeben ist;

11° die Anzahl Schulen und die Anzahl Klassen des kommunalen Primarunterrichtswesens sowie die Anzahl ordnungsgemäß eingetragener Schüler des Primar- und Sekundarunterrichtswesens der in der Gemeinde gelegenen Anstalten aller Unterrichtsnetze gemäß den von den für die Erziehung zuständigen Ministerien der Französischen und Deutschsprachigen Gemeinschaft erteilten Angaben in bezug auf das Schuljahr, das im Laufe des Verteilungsjahres endet;

12° die Anzahl Stellen für Lohnempfänger, wie sie aus den vom Landesamt für Soziale Sicherheit erstellten zweijährlichen Statistiken hervorgeht;

13° die Anzahl entschädigter Vollarbeitsloser, wie sie aus den am 31. Dezember des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung erstellten und vom Regionalen Arbeitsbeschäftigungsfonds mitgeteilten Statistiken hervorgeht;

14° Anzahl Bezieher des Existenzminimums gemäß den von dem jeweiligen Ministerium der Sozialen Angelegenheiten der Französischen und Deutschsprachigen Gemeinschaft erteilten Angaben für das zweitletzte Jahr vor demjenigen der Verteilung;

15° das steuerpflichtige Nettoeinkommen pro Einwohner gemäß den von der Verwaltung der Direkten Steuern des Ministeriums der Finanzen erteilten Angaben für das zweitletzte Steuerjahr vor demjenigen der Verteilung;

16° die Anzahl der auf dem Gebiet einer jeden Gemeinde gelegenen Sozialwohnungen sowie den Koeffizienten des steuerpflichtigen Durchschnittseinkommens der Mieter dieser Wohnungen, wie sie aus den von der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien erteilten Angaben für das zweitletzte Jahr vor demjenigen der Verteilung hervorgehen;

17° die erwerbstätige Bevölkerung gemäß den bei der letzten allgemeinen Volkszählung ermittelten Angaben.

KAPITEL III. — Steuerliche Bedingungen

Art. 3. Um Anspruch auf den nach dem Kriterium « Armut » berechneten Zuschuß zu haben, müssen die Gemeinden in Anwendung von Artikel 25 des Dekrets für das Verteilungsjahr mindestens 1900 Zuschlaghundertstel zur Immobilienvorbelastung und eine Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen auf einen Prozentsatz von mindestens 6 % festgelegt haben.

KAPITEL IV. — Bindung an den Verbraucherpreisindex

Art. 4. Zur Anwendung von Artikel 27 des Dekrets wird folgende Formel benutzt :

$$\frac{\text{im Dekret erwähnte Summe, multipliziert mit dem Preisindex des Verteilungsjahres}}{\text{Verbraucherpreisindex des Monats Januar 1989 (136,88 aufgrund des Basisjahres 1981 = 100)}}$$

KAPITEL V. — Schlußbestimmungen

Art. 5. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Lokalen Behörden gehören, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 7. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2355

7 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Overwegende dat de uitbetaling van de verschillende dotaties aan de gemeenten voor het jaar 1989 geheel afhankelijk is van de inwerkingtreding van dit besluit; dat die uitbetaling in het belang van de gemeentefinanciën zo spoedig mogelijk moet worden verricht in een begrotingsjaar dat allang is begonnen, rekening houdend met de dringende behoeften van de gemeenten aan regelmatige financiële inkomsten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van het decreet van 20 juli 1989 en van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- decreet : het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten;
- verdelingsjaar : het jaar waarop de verdeling betrekking heeft zelfs wanneer de dotatie tijdens een volgend jaar wordt uitbetaald;
- basisonderwijs : het kleuter-, lager en buitengewoon lager onderwijs;
- aantal klassen : het aantal dat met het aantal betrekkingen van voltijdse docenten overeenstemt, met uitsluiting van de schooldirecteurs, die geen klasleraar zijn. Dit aantal wordt verkregen door het aantal prestatieperiodes van de onderwijzers, onderwijzeressen en taakleraar te delen door het aantal uren/week dat volgens het onderwijstype met een voltijdse betrekking overeenstemt;
- middelbaar onderwijs : het voltijds algemeen, technisch, beroeps-, kunst- en buitengewoon onderwijs;
- onderwijsnet : de door de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde onderwijsnetten; de door de provincies en gemeenten georganiseerde gesubsidieerde onderwijsnetten; de gesubsidieerde vrije, confessionele en niet-confessionele onderwijsnetten;
- kleine buurtwegen, groot verkeer : de wegen die tot het kleine wegennet behoren en die bij een beslissing van de bevoegde overheid als buurtwegen in de atlas der wegen zijn ingeschreven;
- politieagenten : alle effectieve leden van de gemeentepolitie.

HOOFDSTUK II. — *Vaststelling van de statistische basisgegevens*

Art. 2. Voor de toepassing van de verschillende criteria voor de verdeling van de hoofddotatie en van de specifieke dotatie voorzien in het decreet komen in aanmerking :

1° de bevolking van de gemeenten, zoals zij blijkt uit de door het Nationaal Instituut voor de Statistiek in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte staat van de officiële bevolkingcijfers op 1 januari van het jaar voorafgaand aan dat van de verdeling;

2° het aantal vreemdelingen per gemeente, zoals het blijkt uit de door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bekendgemaakte officiële cijfers, die betrekking hebben op 31 december van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

3° de door het Ministerie van Financiën meegedeelde opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het voorlaatste belastingjaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

4° de bedragen van de retributies en van andere gemeentebelastingen dan de sub 3° bedoelde belasting die, gesteld in invorderingsrechten eigen aan het dienstjaar, op de gewone dienst van de gemeenterekeningen van het voorlaatste jaar dat het jaar van de verdeling voorafgaat wordt gebracht;

5° de oppervlakte van de gemeenten op 1 januari van het jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat, zoals zij blijkt uit de door het hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën meegedeelde inlichtingen;

6° het belastbaar kadastraal inkomen per gemeente van alle gewone bebouwde en onbebouwde goederen; zoals het blijkt uit de inlichtingen die door het hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën meegedeeld worden en die betrekking hebben op het voorlaatste belastingjaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

7° het aantal kilometers buurtwegen en wegen van groot verkeer gelegen op het grondgebied van iedere gemeente, zoals het blijkt uit de door de provinciale technische diensten meegedeelde inlichtingen dat op 1 januari van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat, bestaat;

8° de aandelen en retributies die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de in artikel 20, § 3, van het decreet bedoelde tranche, zoals zij voortkomen uit de tarifiering opgemaakt door de Provinciegouverneurs, met toepassing van de geldende reglementaire bepalingen met betrekking tot de bepaling van de normen voor de vaststelling van de jaarlijkse forfaitaire retributie voorzien in artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming. Die tarifiering is die van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

9° de 24-uurspolitiediensten zoals zij uit de door het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor het jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat meegedeelde inlichtingen voortvloeien;

10° het aantal politieagenten zoals het in de staten van de Nationale Dienst voor Sociale Zekerheid voor de provinciale en lokale besturen wordt vermeld en dat betrekking heeft op het jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

11° het aantal schoolvestigingen en het aantal klassen van het gemeentelijke basisonderwijs alsmede het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen van het basis- en middelbaar onderwijs van alle onderwijsnetten gelegen op het grondgebied van iedere gemeente, zoals zij blijken uit de inlichtingen die, voor het schooljaar dat in de loop van het verdelingsjaar eindigt, door de Ministeries van de Franse en Duitstalige Gemeenschappen tot wiens bevoegdheden het onderwijs behoort, worden meegedeeld;

12° het aantal loonbetrekkingen zoals het uit de door de Nationale Dienst voor Sociale Zekerheid opgemaakte tweejaarlijkse statistieken blijkt;

13° het aantal volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, zoals het blijkt uit de statistieken meegedeeld door het Regionale Fonds voor Tewerkstelling en opgemaakt op 31 december van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

14° het aantal rechtzittenden voor het bestaansminimum, zoals het blijkt uit de inlichtingen die het Ministerie van Sociale Zaken van de Franse en Duitstalige Gemeenschap meegedeeld heeft voor het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

15° het netto belastbaar inkomen per inwoner voor het belastingjaar van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat, zoals het blijkt uit de door het Bestuur van de Directe Belastingen van het Ministerie van Financiën meegedeelde inlichtingen;

16° het aantal sociale woningen gelegen op het grondgebied van iedere gemeente, alsmede de coëfficiënt van het gemiddeld belastbaar inkomen van de huurders van die woningen zoals zij blijken uit de door de Regionale Maatschappij voor de Huisvesting meegedeelde inlichtingen en die betrekking hebben op het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

17° de actieve bevolking, zoals zij blijkt uit de door de laatste algemene volkstelling verschaft inlichtingen.

HOOFDSTUK III. — *Fiscale voorwaarden*

Art. 3. Met toepassing van artikel 25 van het decreet moeten de gemeenten, om de volgens het criterium « armoede » berekende subsidie te genieten, voor het verdeelingsjaar ten minste 1900 opcentiemen op de onroerende voorheffing en een aanvullende belasting op de personenbelasting hebben opgeheven tegen een percentage van ten minste 6 %.

HOOFDSTUK IV. — *Verband met de evolutie van de index*

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 27 van het decreet dient de volgende formule te worden toegepast :
som vermeld in het decreet vermenigvuldigd met het indexcijfer van het jaar van de verdeling
 indexcijfer van de maand januari 1989 (136,86 op de basis 1981 = 100)

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de Lokale Besturen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Déclaration d'utilité publique. — Canalisations de transport de gaz
 Ville de Torhout et commune d'Oostkamp

Un arrêté royal du 28 novembre 1989 déclare d'utilité publique au bénéfice de la S.A. « Société de Distribution du Gaz, Distrigaz », à Bruxelles, l'établissement d'installations de transport de gaz par canalisations sur le territoire de la commune d'Oostkamp et de la ville de Torhout.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Verklaring van openbaar nut. — Gasvervoering
 Gemeente Oostkamp en stad Torhout

Bij koninklijk besluit van 28 november 1989 wordt de oprichting van gasvervoeringinstallaties door middel van leidingen op het grondgebied van de gemeente Oostkamp en van de stad Torhout van openbaar nut verklaard ten voordele van de N.V. « Maatschappij voor Gasvoorziening, Distrigas », te Brussel.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Promotions

Par arrêtés royaux du 30 octobre 1989 les fonctionnaires repris ci-après sont promus au grade, avec prise de rang et l'administration mentionnés au tableau ci-dessous.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Bevorderingen

Bij koninklijke besluiten van 30 oktober 1989 zijn de hierna vermelde ambtenaren bevorderd tot de tegenover hun naam vermelde graad, rangineming en bestuur.

Nom et initiales des prénoms — Naam en beginletters der voornamen	Rôle linguistique — Taalrol	Ancien grade et administration — Oude graad en bestuur	Nouveau grade, prise de rang et administration — Nieuwe graad, rangineming en bestuur
Vander Poorten, J.F.	N	Conseiller d'organisation — Services du Secrétaire général Organisatieadviseur — Diensten van de Secretaris-generaal	Inspecteur principal-chef de service — 1.11.1989 — Services du Secrétaire général Eerstaanwendend inspecteur-hoofd van dienst — 1.11.1989 — Diensten van de Secretaris-generaal
Hendrickx, F.	N	Ingénieur industriel principal — Administration des Transports Eerstaanwendend industrieel ingenieur — Bestuur van het Vervoer	Ingénieur industriel-chef de service — 1.1.1989 — Administration des transports Industrieel ingenieur-hoofd van dienst — 1.1.1989 — Bestuur van het Vervoer
Fourneau, G.R.E.P.	F	Ingénieur industriel principal — Administration des Transports Eerstaanwendend industrieel ingenieur — Bestuur van het Vervoer	Ingénieur industriel-chef de service — 1.11.1989 — Administration des Transports Industrieel ingenieur-hoofd van dienst — 1.11.1989 — Bestuur van het Vervoer